

Économie régionale. Quel bilan pour Rabat-Salé- Kénitra à mi-mandat ?

À mi-mandat, le conseil régional de Rabat-Salé-Kénitra a présenté un bilan plutôt quantitatif: quelque 225 projets ont été réalisés sur un total de 660 programmés. Leur coût global est de 13 MMDH, dont une contribution de la région d'environ 2,4 MMDH. Le point sur les principaux projets de développement économique dont le coût dépasse 1 MMDH.

Jihane Gattioui
j.gattioui@leseco.ma

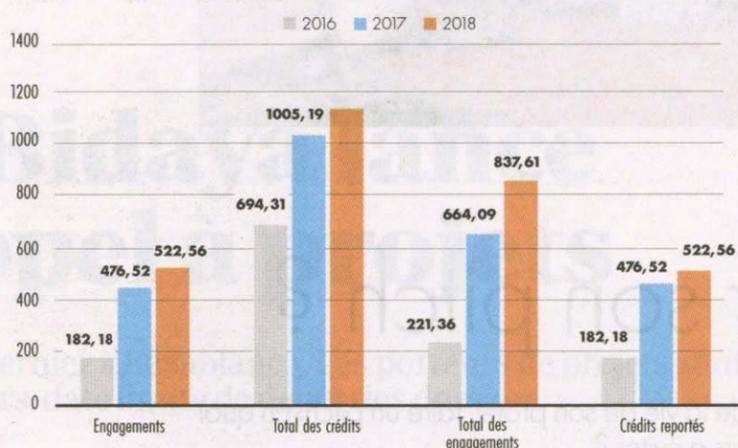
Les conseils régionaux sont très attendus sur le développement économique, une des plus importantes compétences propres aux régions. À mi-mandat, le rythme des réalisations n'a visiblement pas atteint sa vitesse de croisière. La cadence devra s'accélérer à partir de cette année 2019, souligne le président de la région Rabat-Salé-Kénitra, Abdessamad Sekkal. Le coût financier des projets de développement économique dans cette région dépasse 1 MMDH (industrie, formation, économie solidaire, mise à niveau des marchés régionaux...). Un intérêt particulier est accordé à l'offre d'accueil industriel dont la rationalisation s'impose au vu des multiples dysfonctionnements constatés par les responsables et les professionnels. Cette offre, rappelons-le, reste en effet concentrée sur l'axe Témara- Rabat-Salé, exception faite de l'Atlantic Free Zone et Aïn Johra. Ce dernier parc, qui figure parmi les premiers sites d'intérêt régional, vient d'être réhabilité, sa capacité d'accueil de nouvelles entreprises augmentée et plusieurs problèmes en suspens réglés. Le nombre des bénéficiaires à Aïn Johra est aujourd'hui de 41 contre uniquement 27 en 2015, et celui des unités opérationnelles est passé de deux à cinq. Des autorisations viennent d'être accordées à cinq projets, et d'autres sont en vue. Mais ce n'est pas suffisant pour donner une véritable impulsion à l'activité industrielle dans ce site, longtemps restée quasi-gelée. On s'attend à ce que cette zone industrielle soit prospère durant les années à venir. Outre ce site à fort potentiel, d'autres zones industrielles ont été réhabilitées pour mettre fin à la précarité et promouvoir leur dé-

veloppement sur le plan régional et national: la ZI de Hay Rahma à Salé, la ZI Bir Errami à Kénitra et la ZI de la ville de Sidi Kacem. Le conseil régional est très attendu pour mettre en cohérence l'offre en termes de vocation et coordonner la mise sur le marché du foncier industriel. Rappelons qu'au sein de la région, une concurrence entre les sites est constatée en l'absence d'une gestion coordonnée de la mise sur le marché et d'une hiérarchisation des vocations (positionnement par filière et vocation nationale et internationale/régionale / locale). Les enjeux sont de taille pour la région, classée troisième au niveau national en termes d'industrie, mais qui n'arrive pas encore à rivaliser avec la puissance de l'industrie casablancaise, comme en attestent les chiffres. L'industrie de la région

RSK ne contribue qu'à hauteur de 8% à la valeur ajoutée industrielle nationale, de 7,1% à l'export, de 5,3% à l'investissement et de 10% à l'emploi; alors que Casablanca-Settat concentre 60% de la valeur industrielle nationale. Les acteurs locaux et régionaux nourrissent l'ambition de repositionner la région sur le plan économique et

booster ainsi l'emploi. Sauf que la redynamisation du marché du travail reste fortement tributaire de nombre de préalables, dont la promotion de la formation professionnelle. Un secteur qui fait partie des compétences propres aux régions, même si toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour mener à bien cette mission, comme le reconnaissent les présidents des régions eux-mêmes, qui attendent avec impatience le transfert des compétences propres et partagées. En dépit de ce constat, plusieurs programmes ont été dédiés à la formation professionnelle ainsi qu'à la recherche scientifique susceptible de créer des projets contribuant à la création d'opportunités d'emploi. Il s'agit notamment de la formation des jeunes non titulaires d'un diplôme avec l'ANAPEC, dont le coût est de 12,5 MDH entre 2017 et 2018. Jusque-là, 1.343 personnes ont bénéficié de ce programme sur un total de 2.000. Le taux d'insertion dans le marché de l'emploi est visiblement encourageant (10.150 bénéficiaires). S'ajoute à cela le projet de création d'une école pour les métiers du jardinage avec l'Agence de l'aménagement de la vallée de Bouregreg. D'autres projets sont dans le pipe avec les partenaires. Il faut dire que le dossier de l'emploi est très épineux, et les conseils régionaux, à eux seuls, ne sauraient résoudre la problématique du chômage, selon les élus. La concrétisation de cet objectif passe par plusieurs actions comme l'appui aux entreprises pour leur développement, la promotion de l'innovation ainsi que l'accompagnement de l'économie régionale de manière globale, de sorte à basculer vers un modèle ciblant la qualité et la valeur ajoutée. ●

Budget d'investissement (en MDH)



SOURCE : CONSEIL RÉGIONAL RABAT-SALÉ- KÉNITRA



La région est classée troisième au niveau national en termes d'industrie, mais n'arrive toujours pas à rivaliser avec la puissance de l'industrie casablancaise.

La présence du wali est-elle obligatoire ?

Une polémique sur la présence du wali lors des sessions des conseils régionaux a vu le jour hier, lors de la session de mars du Conseil régional de Rabat-Salé-Kénitra. Les avis des élus divergent autour de cette question. L'article 37 de la loi organique sur les régions stipule que le wali de la région assiste aux séances du conseil sur invitation du président, chose qu'ont tenue à rappeler certains élus. Sauf que d'autres estiment que, contrairement au passé, la présence du wali n'est pas obligatoire aux sessions des conseils régionaux car il n'exerce plus de tutelle sur les régions. Il peut être simplement représenté pour assurer le contrôle administratif conformément aux dispositions de la loi.